

PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DAIRE
2/92

A R R E T E V' 1DA-92-477

portant autorisation de création d'un centre
de traitement chimique des bois

21 DEC 1992

LE PREFET de la HAUTE-LOIRE,

VU la loi No 76.663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret No 77.1133 du 21 Septembre 1977 pris pour son application,

VU la circulaire du 3 Juillet 1986 relative aux activités liées au traitement du bois,

VU le décret du 7 Juillet 1992 modifiant la nomenclature des installations classées,

VU la demande d'autorisation de créer un centre de traitement chimique des bois en Z.A. "de Ville" Commune de DUNIERES présentée le 29 Octobre 1991 par Monsieur Maurice MOULIN agissant en qualité de P.D.G. de la Scierie MOULIN,

VU l'arrêté préfectoral du 13 Décembre 1991 portant ouverture d'une enquête publique,

VU l'étude d'impact fournie à l'appui de la demande,

VU l'avis du Commissaire-enquêteur,

VU l'avis de l'Inspecteur des installations classées,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 6 Octobre 1992,

CONSIDERANT que le traitement chimique des bois est une activité rangée dans la rubrique 81 quater et 1131 de la nomenclature des installations classées,

CONSIDERANT que cette installation est soumise à autorisation et qu'il convient de lui imposer des prescriptions particulières,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la HAUTE-LOIRE,

A R R E T E

ARTICLE I :

Les Etablissements "S.A. SCIERIE MOULIN" - Scierie située sur la Zone d'Activités "de Ville", Commune de DUNIERES sont autorisés à exploiter sur ce même site, une unité de traitement chimique des bois suivant les conditions ci-après :

.../...

- Cette activité est classée sous les codes 2 410 "travail du bois" et 2 415 "mise en oeuvre de produit de préservation du bois",

Conformément à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, cette unité est soumise soit à déclaration, soit à autorisation suivant les rubriques citées ci-après en fonction des risques et des nuisances.

- APL
24/06/2005
14/07/2005
NC
Jan 2005
- . 81 B : atelier où l'on travaille le bois situé à plus de 30 mètres et dont la puissance installée pour alimenter les machines est supérieure à 100 kw à déclaration
 - . 81 Bis : Dépôts de bois (grumes et sciage) quantité supérieure à 1 000 m³ situés à moins de 100 mètres de tout bâtiment à déclaration
 - . 1131 - 2 : Emplois et stockage de substances toxiques liquides supérieur à 1 tonne mais inférieur à 10 tonnes à déclaration
 - . 81 quater - 1 : Mise en oeuvre de produit chimique pour le traitement des bois
La quantité est supérieure à 1000 l à autorisation
 - . 211 - B : Dépôt de gaz combustible liquéfié sous pression - La quantité est supérieure à 12 m³ mais inférieure à 120 m³ à déclaration

- Elle est autorisée à employer une quantité de produit de 45 000 litres présente dans les 2 bacs.

Les substances utilisées seront :

- le Xylophène E5CT dans la proportion de 1 tonne de produit pour 9 tonnes d'eau,

- le Xylophène TAB2 dans la proportion de 1 tonne de produit pour 4 tonnes d'eau.

Le stock de produit de préservation du bois ne devra pas dépasser 1 tonne de Xylophène E5CT et 1/2 tonne de Xylophène TAB2.

- Le dépôt de gaz liquéfié "propane" est soumis à déclaration conformément aux dispositions prévues en annexe à cet arrêté. Il ne devra pas dépasser 120 m³.

.../...

ARTICLE II : PRESCRIPTIONS GENERALES

1) L'installation de traitement et de dépôt sera située et installée conformément au plan joint à la déclaration.

Tout projet de modification devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au Préfet.

8 { 2) L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables notamment en ce qui concerne les normes d'émissions sonores en limite de propriété aux différentes périodes de la journée, la méthodologie d'évaluation des effets sur l'environnement des bruits émis par une ou plusieurs sources appartenant à ces installations et les points de contrôle qui permettront la vérification de la conformité de l'installation.

3) L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

bruit { 4) Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront répondre aux règlements en vigueur, en particulier aux exigences du décret No 69.380 du 18 Avril 1969 et des textes pris pour son application.

3 { 5) L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 Mars 1980 portant sur la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC du 30 Avril 1980). L'installation électrique sera entretenue en bon état, elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

6) L'atelier de mise en oeuvre et le dépôt seront pourvus de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, tels que postes d'eau, réserves d'eau, seaux, pompes, extincteurs.. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. Il sera, pendant la période de froid, efficacement protégé contre le gel.

4 { 7) L'interdiction de fumer, d'apporter du feu ou d'engendrer des points chauds doit être affichée en gros caractères très apparents dans les zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie.

.../...

8) Le traitement du bois ne devra être confié qu'à des personnes instruites des dangers que comporte cette activité tant pour elles-mêmes que pour le milieu extérieur.

9) Pendant les périodes de non-activité de l'entreprise, les installations de mise en oeuvre bénéficieront des sécurités nécessaires à pallier tout incident ou accident éventuel.

10) Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs, etc...).

11) Toute citerne, cuve, récipient, stockage de produits ou bain, doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 p 100 de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 p 100 de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression du fluide.

12) Les canalisations de liaison fixes et enterrées devront être placées à l'intérieur d'une capacité étanche visitable. Il sera procédé à une vérification fréquente de l'état de toutes canalisations, tuyauteries, vannes.

13) Tout chauffage à feu nu ou par un procédé présentant des risques d'inflammation équivalents est interdit. Le chauffage de liquide inflammable ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150 C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

14) Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

ARTICLE III - PRESCRIPTIONS SUR LES INSTALLATIONS DE MISE EN OEUVRE DES PRODUITS DE PRESERVATION DU BOIS

Généralités

Aire de traitement :

15) Les opérations de mise en solution ou de dilution des produits de traitement ne s'effectuant pas directement dans l'appareil de traitement seront réalisées dans une cuve ou un réservoir spécifique, placé à l'abri des intempéries.

.../...

16) Quel que soit le procédé utilisé, le traitement doit être effectué sur une aire étanche formant capacité de rétention, construite de façon à permettre la collecte et le recyclage éventuel des eaux souillées et des égouttures. Les installations de traitement doivent se situer sous abri.

17) Le nom des produits utilisés sera indiqué de façon lisible et apparente sur les appareils de traitement (si ceux-ci sont associés à un seul produit) et les stockages de liquides (cuves, citernes, réservoir associés), ou à proximité immédiate de ceux-ci.

18) Les réservoirs et installations de traitement devront être équipés d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite ou débordement et déclenchant une alarme.

19) Une réserve de produits absorbants devra être toujours disponible pour absorber des fuites limitées éventuelles.

20) Les installations de traitement non soumises à la réglementation des appareils à pression (bac de trempage...) devront satisfaire, tous les dix-huit mois, à une vérification de l'étanchéité des cuves. Cette vérification, qui pourra être visuelle, sera renouvelée après toute réparation notable ou dans le cas où la cuve de traitement serait restée vide 12 mois consécutifs.

EGOUTTAGE

21) L'égouttage des bois hors installations de traitement se fera sous abri et sur une aire étanche construite de façon à collecter les égouttures.

22) Le transport du bois traité vers la zone d'égouttage doit s'effectuer de manière à supprimer tous risques de pollutions ou de nuisances.

par exemple :

- par l'installation de l'aire d'égouttage à proximité immédiate de l'appareil de traitement,

- par le transport des bois par véhicules équipés de façon à prévenir les égouttures,

- par la mise en place d'une aire de transport étanche construite de façon à permettre la collecte des égouttures.

.../...

STOCKAGE

23) Les bois traités avec des produits délavables devront être stockés, après égouttage, sur un sol bétonné ou étanche construit de façon à permettre la récupération des eaux polluées.

Les bois traités avec des produits non délavables seront stockés après égouttage sur un sol sain et drainé.

24) Dans un registre qui devra être tenu à jour, seront consignés:


- la quantité de produit introduit dans l'appareil de traitement,
- le taux de dilution employé,
- le tonnage de bois traité.

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AU TRAITEMENT PAR IMMERSION

25) Le traitement par immersion s'effectuera dans des cuves aériennes, associées à une capacité de rétention. Tout traitement en cuves enterrées, ou non munies de capacité de rétention, est interdit.

26) Les cuves de traitement seront d'une capacité suffisante pour que les pièces en bois soient traitées en une seule fois et sans débordement.

27) Un agent responsable, désigné sous la responsabilité de l'exploitant, sera présent en permanence lors des opérations de remplissage des cuves.

b 

Prévention de la pollution de l'eau

28) Sont interdits : tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de bains actifs, de produits concentrés et d'égouttures dans l'environnement ou dans le réseau d'assainissement.

28-34

29) Tout déversement dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement, d'eaux polluées (ou susceptibles de l'être) non visées par l'article 28 est interdit. Ces eaux seront recueillies dans une capacité étanche de volume suffisant pour permettre le stockage d'effluents souillés en cas d'incident éventuel.

30) Des dispositions matérielles seront prises pour limiter le volume des eaux souillées, par la mise en place de couvertures et par l'installation d'un réseau spécifique de collecte et d'évacuation des eaux pluviales non souillées.

31) Les effluents visés par les articles 28 et 29 seront recyclés au maximum.

32) Les effluents non recyclés seront recueillis dans un récipient spécial ou dans une fosse étanche. La dilution est interdite.

.../...

33) Les effluents non recyclés seront éliminés dans des installations de traitement spécialisées et dûment autorisées. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'Inspection des installations classées.

34) Toute conduite d'évacuation ou de collecte des effluents sera munie d'un regard de contrôle accessible, facilement visitable.

Protection de la nappe souterraine

35) Des analyses d'échantillons de sol et d'eau prélevés à proximité des installations de mises en oeuvre pourront être réalisées à la demande de l'Inspection des installations classées. Ces analyses seront à la charge de l'exploitant.

36) En cas de pollution accidentelle, l'exploitant devra, à ses frais, procéder sur l'injonction de l'Inspecteur des installations classées, à la remise en état des sites pollués, de telle manière qu'il ne s'y manifeste plus les dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la Loi du 19 Juillet 1976.

ARTICLE IV - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX DECHETS

37) Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets industriels seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la Loi du 19 Juillet 1976, dans les conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination, sur demande de l'inspection des installations classées.

38) Les emballages vides non repris par les fournisseurs sont traités comme les déchets visés par l'article 37.

Handwritten:
+ article
IX

.../...

ARTICLE V - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES POUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

39) Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

40) Dans le cas d'utilisation de créosote, toutes dispositions seront prises pour éviter le dégagement de mauvaises odeurs.

41) Toutes dispositions seront prises pour éviter l'émission de produits toxiques au moment de la préparation des substances de traitement ou de leur mise en oeuvre.

ARTICLE VI - PRESCRIPTIONS IMPOSABLES AUX DEPOTS DE PRODUITS DE PRESERVATION DU BOIS ET MATERIAUX

42) Tout dépôt de produits sur des aires extérieures non couvertes et non aménagées à cet effet est interdit.

43) La nature du dépôt sera indiquée de façon apparente sur ses accès.

44) L'interdiction de fumer, d'apporter du feu ou d'engendrer des points chauds doit être affichée en gros caractères très apparents à la porte et à l'intérieur du dépôt.

45) Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, lacs).

46) L'exploitant doit tenir un registre sur lequel est porté, pour chaque produit :

- la date de livraison et la quantité livrée,
- la date de sortie et la quantité prélevée,
- la quantité totale en stock.

Ce registre sera tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

47) Des dispositions seront prises pendant la manutention pour éviter que le voisinage ne soit incommodé par des émissions de vapeurs toxiques ou odorantes, la dispersion de poussières ou par le bruit.

48) Tous réservoirs ou stockages enterrés sont interdits.

.../...

49.) Les stockages de produits différents dont le mélange est susceptible d'être à l'origine de réactions chimiques dangereuses doivent être associés à des capacités de rétention distinctes. En outre, les agents extincteurs utilisés pour protéger les stockages de liquides inflammables doivent être compatibles avec les produits stockés.

50) Toute citerne, cuve, récipient, stockage de produits, etc. doivent être munis d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 p. 100 de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression du fluide.

ARTICLE VII - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX DEPOTS DE PRODUITS DE PRESERVATION DU BOIS DANS UN LOCAL

51) Les locaux doivent être clos et la clé confiée à un agent responsable.

52) Si les substances en dépôt se présentent sous forme à la fois solide et liquide, le local peut être compartimenté et la partie réservée aux produits liquides doit être aménagée en capacité de rétention.

53) Le sol des locaux doit être étanche, maintenu en parfait état de propreté et équipé de façon à pouvoir recueillir facilement les produits libérés lors d'accidents de manutention.

ARTICLE VIII - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AU DEPOT DE PRODUITS INFLAMMABLES

54) Les prescriptions contenues dans l'arrêté type 253 sont applicables.

Les stockages de liquides inflammables doivent répondre aux dispositions d'implantation imposées par la réglementation en vigueur.

55) Tout chauffage à feu nu ou par un procédé présentant des risques d'inflammation équivalents est interdit.

Le chauffage de liquides inflammables ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau) ; la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150 C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

56) Les éléments de construction du local dans lequel est installé le dépôt présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

.../...

soit :

- paroi coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 1 heure,
- portes pare-flammes de degré 1 demi-heure,

soit :

- isolement de 8 mètres par rapport à tout autre bâtiment.

ARTICLE IX - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES SUR LES DECHETS

57) Les emballages vides, les cartons, les matières plastiques, les palettes en bois et tous objets solides combustibles doivent être stockés dans des lieux adéquats, suffisamment éloignés des produits inflammables ou toxiques et dans des conditions ne nuisant pas à l'environnement.

58) Les déchets seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la Loi du 19 Juillet 1976, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'Inspection des installations classées. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

ARTICLE X

L'arrêté d'autorisation cesse de produire ses effets lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de 3 ans ou n'a pas été exploitée durant 2 années consécutives.

Passé ce délai, la présente autorisation serait considérée comme nulle et non avenue. En aucun cas, l'installation ne pourra fonctionner avant qu'aient été prises toutes les mesures imposées par le présent arrêté.

ARTICLE XI

Si l'installation autorisée change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet, dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE XII

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation. Avant abandon de l'exploitation des installations visées par le présent arrêté, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la Loi du 19 Juillet 1976.

.../...

clôture
34,1

19

ARTICLE XIII

Le bénéficiaire se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

En outre, l'administration se réserve le droit de prescrire en tout temps toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires au maintien des intérêts mentionnés à l'article 1er de la Loi du 19 Juillet 1976.

ARTICLE XIV

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE XV

La présente autorisation est uniquement accordée par application des règlements sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En conséquence, elle n'a pas pour effet de dispenser le bénéficiaire des obligations ou formalités qui lui seraient imposées par d'autres lois ou règlements.

ARTICLE XVI

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE XVII

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la HAUTE-LOIRE, Monsieur le SOUS-PREFET d'YSSINGEAUX, Monsieur le Maire de DUNIERES, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et du Développement Rural de la HAUTE-LOIRE, Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera en Mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance.

FAIT à LE_PUY-EN-VELAY, le 14 DEC. 1992

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Haute-Loire

Signé : Benoit BROCARD

Pour Ampliation
Pour le Préfet
Le Chef de Bureau



Charlène PASCAL

